

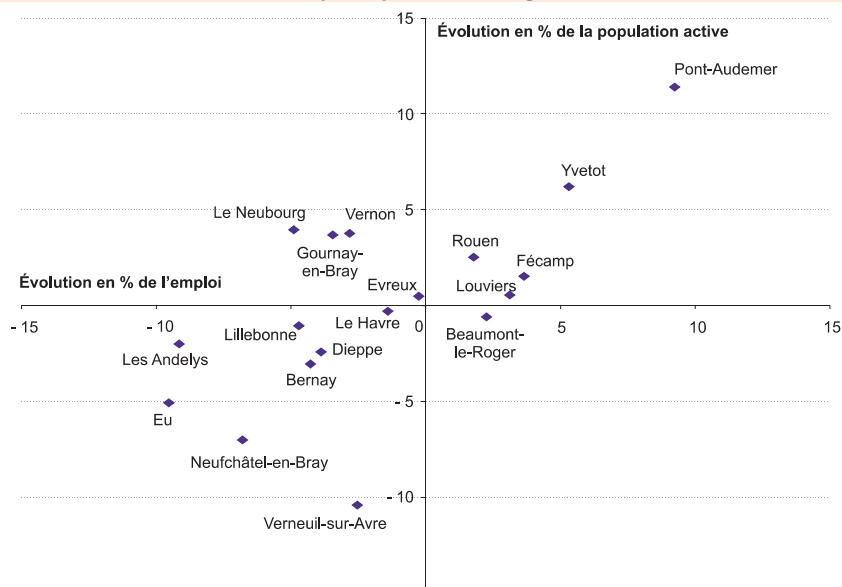
Population active et emploi entre 2006 et 2011 en Haute-Normandie :

Les effets de la crise durement ressentis dans certaines aires urbaines

Pour la première fois dans le cadre du système rénové de recensement, des évolutions intercensitaires peuvent être communiquées, sur une période (2006-2011) qui intègre largement les effets de la récession engagée en 2008-2009. Ces effets sont variables entre les territoires de Haute-Normandie, en particulier entre ses aires urbaines. L'aire de Rouen a plutôt mieux traversé la crise que les autres grandes aires de la région, mais moins bien que la plupart des métropoles françaises comparables. Pont-Audemer et Yvetot bénéficient des tendances économiques et démographiques les plus favorables. À l'opposé, les aires urbaines d'Eu et de Neufchâtel-en-Bray combinent une forte dégradation de l'emploi avec un recul marqué de la population active. Parmi les 18 aires haut-normandes de plus de 3 000 emplois, 12 ont vu leur nombre d'emplois diminuer. Quatre ont même perdu plus du quart de leurs emplois industriels sur cinq ans.

Bruno BLAZÉVIC (Insee)

1 Évolutions d'emploi et de population active dans les 18 aires urbaines principales de la région



En 2011, la Haute-Normandie compte 650 000 personnes actives (au sens du recensement) âgées de 25 à 54 ans, soit 2,9 % de la population active métropolitaine de cette tranche. Entre 2006 et 2011, ce "noyau dur" a très légèrement diminué (-0,5 %) alors qu'il augmente en France métropolitaine (+0,8 %). Cette évolution résulte de deux mécanismes opposés. Sur la période, la population totale âgée de 25 à 54 ans a sensiblement diminué dans la région (-2,1 %) car les générations nombreuses issues du baby-boom sont progressivement remplacées par des générations de moindre effectif. Dans le même temps, le taux d'activité des 25-54 ans a augmenté (en particulier de +2,7 points pour les femmes), compensant quasiment cet effet de génération.

Source : Insee, recensements de population 2006 et 2011, exploitation complémentaire

Unité : %

C'est dans ce contexte de stabilisation de la population active qu'est intervenue la récession de 2008-2009. L'emploi haut-normand est cependant resté quasiment stable entre 2006 et 2011 (+ 0,1 % contre + 1,9 % en moyenne métropolitaine). Face à ces évolutions démographiques et économiques, les territoires ne sont pas égaux. En particulier, l'impact sur le marché du travail diffère nettement selon l'importance des aires d'influence des villes (**définitions**), mesurée par leur nombre d'emplois.

Exceptées Rouen, Louviers et Pont-Audemer, les grandes aires urbaines régionales perdent des emplois. La baisse est particulièrement prononcée dans les aires de petite taille (- 4,4 %).

Au plan national, ce sont les plus grandes aires urbaines qui gardent la croissance la plus nette du "noyau dur" de la population active. Parmi celles-ci, l'aire urbaine de Rouen est l'une des moins dynamiques. La baisse est toutefois limitée en regard de l'ensemble des autres grandes aires urbaines régionales (- 1,8 % contre - 3,9 %). Le recul est plus marqué pour les aires haut-normandes de moyenne et petite taille (- 4,0 % et - 6,6 %).

L'aire urbaine de Rouen souffre de la comparaison au niveau national

La zone d'influence de la capitale régionale peine au regard des plus grandes aires urbaines de métropole, relevant un manque de dynamisme démographique et une situation de l'emploi moins favorable. Parmi les 50 plus importantes, elle n'y apparaît en termes

2 Part d'actifs de 15-64 ans ayant déjà travaillé

	Cadres et professions intellectuelles supérieures			Ouvriers		
	2011	2006	écart	2011	2006	écart
Haute-Normandie	11,5	10,6	1,0	28,6	30,5	-2,0
Rouen	14,3	13,1	1,2	24,5	25,8	-1,3
Le Havre	11,2	10,5	0,7	26,9	28,7	-1,8
Évreux	12,4	11,7	0,7	26,2	27,6	-1,5
Dieppe	8,9	8,3	0,6	31,0	33,5	-2,5
Louviers	11,1	9,7	1,4	35,4	37,3	-2,0
Vernon	17,1	15,6	1,5	25,5	27,6	-2,1
Eu	6,3	6,4	-0,1	37,4	39,8	-2,4
Pont-Audemer	9,0	6,8	2,2	32,8	37,9	-5,1
Lillebonne	7,6	7,4	0,2	33,8	36,6	-2,8
Fécamp	7,7	7,1	0,6	34,7	35,2	-0,5
Bernay	12,2	11,3	1,0	28,8	31,6	-2,7
Yvetot	10,3	8,3	2,0	32,0	34,0	-2,0
Gournay-en-Bray	6,5	6,1	0,4	40,4	40,5	-0,1
Les Andelys	8,1	7,6	0,5	38,8	40,1	-1,3
Verneuil-sur-Avre	11,7	11,3	0,5	30,6	28,9	1,7
Beaumont-le-Roger	5,2	7,2	-1,9	35,3	39,3	-4,0
Neufchâtel-en-Bray	8,2	5,3	2,9	29,8	35,7	-5,9
Le Neubourg	8,6	6,2	2,4	39,2	42,0	-2,8

Source : Insee, recensements de population 2006 et 2011, exploitation complémentaire

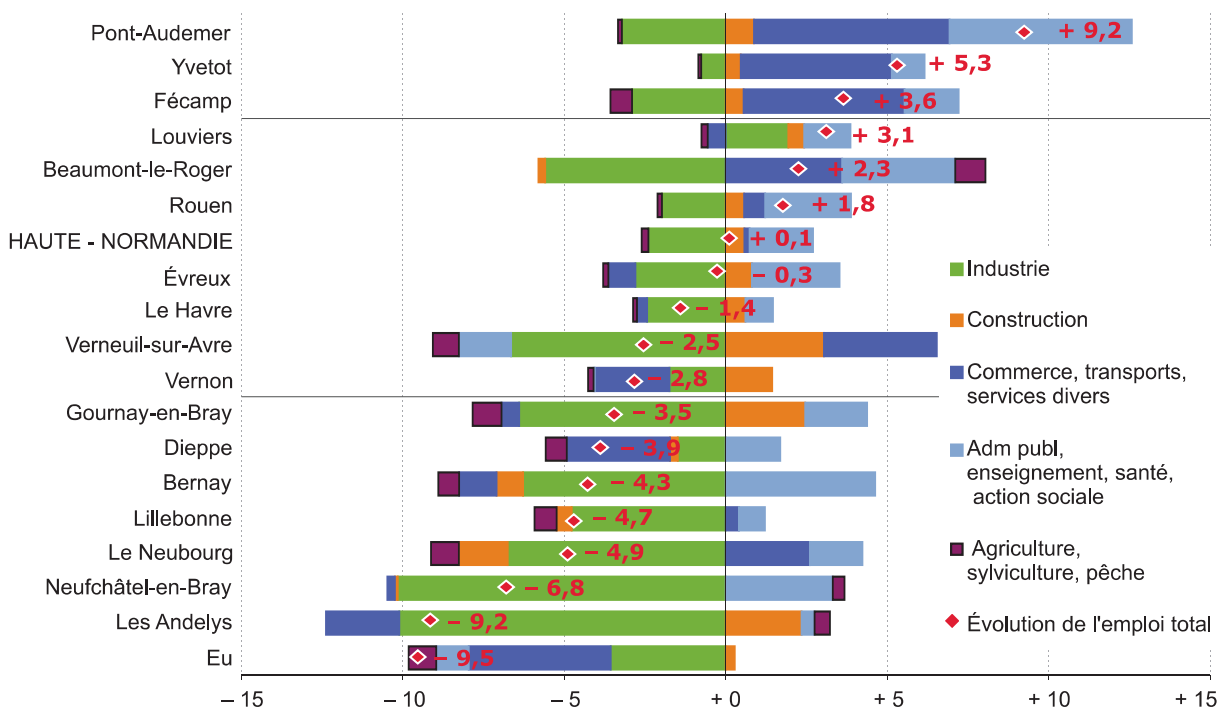
Unité : %, points

d'évolution qu'au 34^e rang pour la population active et au 29^e rang pour l'emploi. Elle se situe loin derrière Montpellier et Toulouse qui caracolent en tête, avec respectivement + 9,7 % et + 8,8 % pour la population et + 10,9 % et + 8,3 % pour l'emploi.

L'emploi industriel y chute fortement (- 13,2 %). La capitale régionale ne tient son rang que grâce au secteur tertiaire non marchand particulièrement dynamique sur la période (+ 8,6 %, soit au 7^e rang sur 50). Ce secteur riche en emplois de services à la population contribue grandement à

l'évolution positive globale. La poursuite de la hausse de l'emploi dans le commerce et les services marchands (+ 1,4 %) témoigne de la tertiarisation de Rouen. La part des cadres (parmi les personnes âgées de 25 ans à 54 ans) s'accroît plus que dans les autres aires urbaines de la région (+ 1,5 point contre 0,7 point) mais reste en retrait pour une aire urbaine de cette importance au niveau national. En effet le taux d'encadrement place Rouen au 29^e rang parmi les 50 plus importantes aires urbaines de métropole. Rouen a globalement mieux traversé la crise que les autres grandes aires

2 Contributions sectorielles à la variation du nombre d'emploi entre 2006 et 2011 selon l'aire urbaine



Source : Insee, recensements de population 2006 et 2011, exploitation complémentaire

Unité : %

régionales. Sur la période, la population active augmente bien plus fort (+2,5 % contre +0,2 %) et surtout l'emploi y progresse de 1,8 % (contre -1,3 %).

Les aires urbaines du Havre et d'Évreux proches de la moyenne régionale

Les aires urbaines du Havre et d'Évreux présentent la particularité d'être, avec Rouen, celles qui ont connu, en termes d'évolutions de l'emploi ou de population active, des variations proches de la moyenne régionale. De par leur poids, ces trois aires urbaines contribuent ainsi grandement à la tendance haut-normande.

Placée, non plus sur une échelle locale, mais parmi les 50 plus importantes aires urbaines de métropole, celle du Havre souffre d'un manque d'attractivité et d'un recul de l'emploi. Entre 2006 et 2011, la population active a diminué de 0,3 % et l'emploi de 1,4 %. Ces évolutions placent le Havre dans les dernières positions (46^e rang) des 50 grandes aires urbaines, en compagnie d'autres zones de forte désindustrialisation telles Saint-Etienne, Troyes ou Béthune.

L'emploi industriel chute (-12,8 %) et, contrairement à ce qu'il advient sur certains territoires, le secteur tertiaire ne compense pas l'intégralité des pertes. Le commerce et les services marchands restent effectivement stables (-0,7 %). La part des cadres (âgés de 25 à 54 ans) évolue peu (+0,5 point) et reste à un niveau relativement faible (11,7 %), soit le 43^e rang sur 50 aires urbaines.

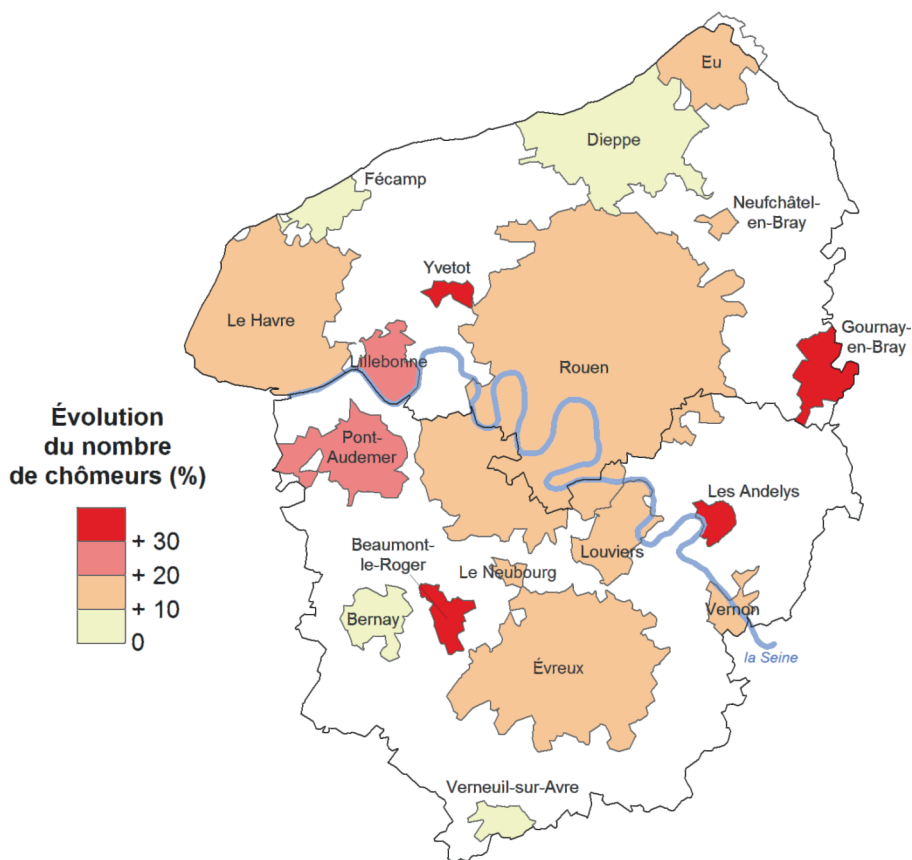
À Évreux, la chute de l'emploi industriel (-18,1 %) est contrebalancée par le tertiaire non marchand (+7,2 %), le tertiaire marchand est à peu près stable (-2,1 %) et le secteur de la construction recrute fortement (+14,6 %). La part des cadres du "noyau dur" (12,8 %) progresse faiblement (+0,3 point) mais reste supérieure à la plupart de celles des autres grandes aires urbaines de la région.

Dans ces deux aires urbaines, la hausse du chômage (+10,8 % et +14,7 %) est inférieure au niveau régional (+15,2 %). L'évolution est certes proche à Évreux, mais la situation reste plus favorable avec une part d'actifs au chômage nettement moindre. Au Havre, le niveau de chômage est historiquement élevé, cependant, sur la période récente, et notamment la période d'observation, l'évolution plus modérée se traduit par un resserrement des écarts entre les territoires.

Des territoires à la peine

Dans la région, sept aires urbaines présentent un profil d'évolutions négatives démographiquement et économiquement.

3 Évolution du nombre de chômeurs entre 2006 et 2011



Source : Insee, recensements de population 2006 et 2011, exploitations principales © IGN 2014

Dans le domaine de l'emploi, le constat est alarmant pour deux d'entre elles, Les Andelys et Eu, qui perdent presque 1 emploi sur 10 en cinq ans : 3 emplois sur 10 perdus dans l'industrie pour la première, la baisse étant du même ordre (1 sur 10) dans l'industrie et le tertiaire marchand pour la seconde. La démographie évolue dans le même sens avec une baisse particulièrement prononcée à Eu qui perd 5,1 % de sa population active. La population active diminue moins aux Andelys et la chute de l'emploi se traduit par une très forte hausse du chômage (+40 %).

La population active diminue également dans les petites aires de Verneuil-sur-Avre (-10 %) et de Neufchâtel-en-Bray (-7 %), plus rurales et excentrées.

Lillebonne et Bernay perdent respectivement 4,7 % et 4,3 % d'emplois. À Bernay, l'emploi industriel a très fortement chuté (3 emplois sur 10). Cette évolution est en partie masquée par la bonne tenue du secteur tertiaire non marchand (+14 %). Elle se répercute directement sur la structure par catégories socioprofessionnelles (pour les 25-54 ans), moins ouvrière (-2,9 points) et faisant une place plus importante aux cadres (+1,5 point) et artisans, commerçants et chefs d'entreprise (+1,3 point). Lillebonne quant à elle voit une nette progression de la part des professions intermédiaires (+3,5 points) au détriment des employés (-1,5 %) et des ouvriers (-2,3 %).

Avec un recul de l'emploi de 3,9 %, Dieppe se distingue par une chute plus forte dans le tertiaire marchand que dans l'industrie (-8,6 % et -6,5 % respectivement).

Dynamisme d'exception pour Yvetot et surtout Pont-Audemer

Avec une population active qui grimpe de respectivement 6,2 % et 11,4 %, Yvetot et Pont-Audemer sont les deux zones qui se distinguent nettement dans la région en terme de dynamique démographique. Fortement attractifs, ces deux territoires bénéficient, sur la période, d'un taux d'activité qui a particulièrement progressé, notamment pour les femmes (+3,4 points et 3,1 points respectivement).

L'emploi y progresse aussi nettement (+5,3 % et +9,2 %).

La tertiarisation est particulièrement vive dans l'aire de Pont-Audemer : +15,2 % dans le marchand et +21,7 % dans le non marchand. Le profil par catégories socio-professionnelles est ainsi transformé : la part des cadres (+2,3 points) et des professions intermédiaires (+1,7 point) augmente, au détriment de celle des ouvriers (-3,6 points).

Malgré cette bonne tenue de l'emploi, la situation par rapport au chômage n'est pas plus favorable qu'ailleurs, avec une hausse avoisinant 30 % sur la période.

Le recensement de la population, une source pour mesurer l'impact de la crise sur les territoires

La méthode de recensement de la population a été rénovée en 2004. À la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans se substitue désormais une enquête réalisée chaque début d'année. Elle concerne successivement toutes les communes au cours d'une période de cinq ans. Le recensement de la population millésimé 2006 (RP 2006) a ainsi été élaboré à partir des enquêtes réalisées de 2004 à 2008. Avec la diffusion du RP 2011, qui cumule celles de 2009 à 2013, deux millésimes peuvent pour la première fois être directement comparés puisque constitués chacun à partir de cinq enquêtes annuelles distinctes. De plus, la dernière grande crise économique ayant démarré au deuxième semestre 2008, confronter les résultats de ces deux millésimes du RP permet d'analyser à un niveau géographique relativement fin les grands changements intervenus avant et pendant la crise sur la population active et l'emploi.

Le recensement est déclaratif et les questions des enquêtes sont nécessairement simples et courtes. Les résultats sur le chômage ne se situent pas dans le cadre de la définition du bureau international du travail (BIT).

Ils permettent cependant de mesurer les évolutions et de faire des comparaisons spatiales à un niveau fin.

Quand dynamisme démographique et évolution de l'emploi ne vont pas de pair

Si la corrélation entre le dynamisme démographique et l'évolution de l'emploi semble naturelle, souvent constatée, elle n'est pas pour autant systématique. Certaines aires urbaines (Vernon, Gournay en Bray, Le Neubourg) gagnent des habitants et perdent de l'emploi, quand d'autres (Fécamp, Louviers, Beaumont-le-Roger) gagnent plus d'emploi que d'actifs, dans une période de forte hausse du chômage sur tous les territoires.

À Vernon, Gournay-en-Bray et Le Neubourg, la croissance de population active atteint presque 4 % entre 2006 et 2011 et se conjugue avec un recul de l'emploi compris entre 3 % et 5 %. Hausse de la population active et baisse de l'emploi implique soit une hausse du chômage, soit un plus grand nombre de personnes allant travailler à l'extérieur, notamment les résidents des zones de Vernon et Gournay-en-Bray, proches de la région

parisienne. La zone de Gournay se démarque avec une forte hausse du chômage (+ 46 % en 5 ans). Dans ces deux aires urbaines le dynamisme démographique profite au secteur de la construction qui permet d'atténuer les baisses d'emploi constatées dans les autres secteurs. Plus touché, notamment dans l'industrie (- 18,3 %), le Neubourg ne bénéficie pas d'impact positif sur la construction, bien au contraire (- 20,5 %).

À Fécamp, la progression notable de l'emploi (+ 3,6 %), largement portée par le tertiaire marchand (+ 14,7 %), n'entraîne pas une forte hausse de population active (+ 1,5 %). Cependant le chômage reste très fortement contenu dans cette zone qui connaît une des évolutions les moins défavorables en la matière. La situation est un peu différente à Louviers et Beaumont-le-Roger où les évolutions sont comparables pour l'emploi (+ 3,1 % et 2,3 %), avec une variation de population active à peu près stable. Cependant la hausse du chômage est moins contenue, avec certainement davantage d'emplois

Définitions

Aire urbaine ou "grande aire urbaine" : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique.

De la même façon sont définies les **moyennes aires** (pôle de 5 000 à 10 000 emplois) et les **petites aires** (pôle de 1 500 à 5 000 emplois). Les **communes multipolarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont les communes isolées, hors influence des pôles.

occupés par des personnes n'habitant pas l'aire urbaine. Louviers est la seule grande aire où l'industrie progresse (+ 5,7 %). Le secteur local de la construction a bien profité de l'embellie générale en dépit du faible dynamisme démographique. À Beaumont-le-Roger, le dynamisme de l'emploi est porté par le secteur tertiaire, aussi bien dans le commerce ou les services marchands (+ 12,3 %) que dans les services non marchands (+ 18,5 %). ■

Insee Haute-Normandie

8 Quai de la bourse
CS 21410
76037 Rouen Cedex 1

Directeur de la publication :

Jean-Christophe FANOUILLET

Rédacteur en chef :

Maryse CADALANU

ISSN : en cours

@ Insee 2014

© Crédits photographiques

Barbara CABOT, Patrick BOULEN,
Ville de Fécamp

Pour en savoir plus

- En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise / Insee, SED DR Pays de la Loire ; Marianne Borzic ; Mission conduite de l'action régionale ; Thomas le Jeannic. - In : Insee première N° 1503 (2014 juin)
- Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010 : l'espace périurbain s'étend encore / Insee Haute-Normandie ; Baktavatsalou Ravi, Brunet Laurent. In : Aval N° 106 (2011, Oct.)

